

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 08/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HYDRAPRO SAS

ZA DU PIQUET
35370 Étrelles

Références : -
Code AIOT : 0006602641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement HYDRAPRO SAS implanté lieu dit de Pazac Route de Meynes 30210 Lédenon. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRAPRO SAS
- lieu dit de Pazac Route de Meynes 30210 Lédenon
- Code AIOT : 0006602641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société HYDRAPRO (groupe B2F) exploite un site industriel de fabrication, conditionnement et stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau, principalement pour le marché des piscines et spa. Le site occupe une superficie de près de 6 hectares. Il est situé au lieu-dit Pazac, route de Meynes, sur la commune de Lédénon, à une quinzaine de kilomètres au nord est de Nîmes, à environ 3km au sud du centre de Lédénon et 3 km à l'ouest du centre de Meynes, dans un milieu agricole.

Les habitations les plus proches des limites du site accueillant des chambres d'hôtes, se situent à une vingtaine de mètres au sud. A 500 mètres à l'est, au lieu dit «les Mugues», et à 500 mètres au sud-ouest s'y exerce une exploitation maraîchère.

L'activité du site consiste à réceptionner des substances chlorées en poudre, les mélanger, les presser pour former des pastilles ou galets ou encore les ensacher directement sous forme pulvérulente. Le process de fabrication se fait à température ambiante et aucune réaction chimique n'est mise en œuvre. Le site conditionne également en seaux ou bidons des produits détergents et d'entretien sous forme de poudres.

L'exploitant dispose sur son site de 3 mélangeurs pour la fabrication de produits solides (poudre), de 3 lignes de conditionnement et pressage sous forme de pastilles (pastilleuse) et de 2 lignes de conditionnement semi-automatique de produits solides (poudre) en sceau.

L'établissement emploie 47 agents permanents ainsi que des personnels intérimaires (jusqu'à 40 saisonniers en période de pointe d'activité).

Le site est soumis à autorisation sous la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relève du statut seveso seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 12

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Demande d'action corrective	1 mois
3	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Conditions de	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective,	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	stockage	11/04/2017, article Point 9	Demande de justificatif à l'exploitant	
7	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
8	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
13	Installations électriques	AP Complémentaire du 06/10/2022, article 6.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
5	Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11	Sans objet
6	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Sans objet
9	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet
10	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site Hydrapro de Ledenon comporte des installations relevant de la rubrique n° 1510 de la nomenclature ICPE (Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts) et classées selon le régime de l'enregistrement. Il est donc soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

L'inspection a permis de vérifier le respect d'un ensemble de prescriptions techniques relatives à l'activité logistique du site, au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité : situation administrative, état des stocks, condition de stockage, détection incendie, désenfumage et défense incendie.

A l'issue de la visite, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre des actions correctives sur les points détaillés dans les fiches de constats ci-après, visant à :

- compléter l'état des stocks en termes de quantité et de localisation des matières combustibles stockées,
- transmettre toutes les informations utiles concernant la rétention des produits chimiques incompatibles présente dans le bâtiment C,
- respecter les conditions de stockage en masse et en racks,
- s'assurer de l'exhaustivité des contrôles réalisés par les organismes notamment pour l'EAI (Extinction automatique à mousse à haut foisonnement) et du bon fonctionnement du maillage des extincteurs/RIA dans le bâtiment A,
- compléter le plan de défense incendie,
- s'assurer du bon dimensionnement de la ventilation dans le bâtiment F,
- transmettre de prochain rapport de vérification électrique (Q18).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Risques accidentels, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts

exclusivement frigorifiques
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire du site n° 2025_034 du 28 avril 2025 recense toutes les Installations, Pourvues d'une toiture, Dédiées au stockage (IPD). La situation administrative est à jour au regard de la rubrique 1510 "<i>Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts</i>". Le site est classé à enregistrement pour la rubrique 1510 et le volume autorisé est de 84 250m³.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
Thème(s) : Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la</p>

disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

L'établissement dispose d'un logiciel informatique qui permet de gérer l'ensemble des stocks de produits présents sur site. A la demande de l'inspection plusieurs requêtes ont été demandées pour visualiser l'ensemble des informations données par le logiciel. L'ensemble des rubriques 4*** sont reprises mais la rubrique 1510 et son périmètre (matières combustibles) ne sont pas accessibles. En effet, il n'est pas possible d'évaluer la quantité de matières combustibles stockées à la date de l'inspection.

La correspondance des volumes est également attendu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu de ce qui précède, l'exploitant doit compléter l'état des stocks obtenu à partir de l'outil de gestion pour la rubrique 1510 afin de quantifier (en tonnes et en volume) les quantités de matières combustibles stockées sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8
Thème(s) : Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>Il a été constaté le stockage en mode rack des produits suivants : peroxyde et acide chlorhydrique dans la même cellule (Bâtiment C).</p> <p>Une rétention spécifique a été mise en place pour les produits de peroxyde.</p> <p>Il a été constaté que la rétention présente un vieillissement. Selon l'exploitant ce vieillissement serait dû aux nombreux passages des chariots élévateurs.</p> <p>De plus, il a été constaté qu'un stockage de produit d'acide chlorhydrique était présent au niveau d'un pont présent dans cette cellule. Or, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'aucun stockage d'acide chlorhydrique ne doit être stocké au niveau des ponts et des passages de chariots élévateurs. L'exploitant a donc déplacé ce stockage en cours de la visite d'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le calcul du volume de la rétention des stockages de peroxyde est à transmettre à l'inspection afin d'atteindre les objectifs de sécurité susvisé.</p> <p>L'exploitant s'assure que le vieillissement de cette dernière ne compromet pas son usage et permet de recueillir les eaux susceptibles d'être confinées. L'exploitant transmet tous les justificatifs utiles à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. <p>[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.<p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p><p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p><ul style="list-style-type: none">- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.<p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>
Constats : <p>Le stockage en masse présent dans le bâtiment A semble dépasser les 500 m². Suite à la visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant de vérifier le respect de cette surface.</p> <p>Il a été également constaté que le marquage au sol des îlots n'est plus visible par endroit.</p> <p>De plus, dans le bâtiment A, pour le stockage en mode rack de la "zone tampon", la distance de</p>

0.5 m par rapport au faitage (fixée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 août 2018 - article 7.5.2) n'est pas respectée.
Par ailleurs, l'inspection note que les hauteurs de stockage dans les autres cellules sont respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour les stockages en masse du bâtiment A, il est demandé à l'exploitant de :

- s'assurer du respect de la prescription susvisée (surface) en justifiant les actions mises en œuvre de retour à la conformité, le cas échéant, ou à défaut de transmettre une demande d'aménagement conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié ;
- rénover le marquage des îlots.

L'exploitant doit également respecter la hauteur maximale de stockage en mode rack dans la zone tampon en justifiant les actions mises en œuvre de retour à la conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. (...) Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Il a été constaté que le site dispose d'un bassin de confinement. Le dispositif d'isolement a été actionné à la demande de l'inspection et est en état de marche.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b La détection incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Constats :

Le rapport de contrôle de la détection incendie automatique en date du 27 juin 2025 a été transmis à l'inspection. Dans son rapport, le prestataire indique : *"la centrale SSI est en veille à mon arrivée avec une zone HS. Test des détecteurs de fumée, déclencheurs manuels, linéaires (...). La centrale est en veille à mon départ avec une zone HS"*.

Lors de la visite, l'inspection constate que la SSI (Système de Sécurité Incendie) notifie toujours un problème de dérangement au niveau des différents détecteurs situés dans les zones bunkers (42 et 44).

Suite à la visite, l'exploitant a transmis par courriel, le 08 décembre 2025, les éléments justifiant la remise en service de la centrale SSI.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la

sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Constats :

Le site dispose d'une Extinction automatique à mousse à haut foisonnement (EAI) uniquement dans le nouveau bâtiment F. Le dernier rapport de contrôle, en date du 19 mars 2025, a été communiqué à l'inspection. Ce document mentionne les opérations réalisées par l'organisme de vérification. L'organisme conclut que l'installation est en bon état de marche.

Or, il a été constaté que des opérations n'ont pas été effectuées ou sont non retranscrites par l'organisme vérificateur au niveau des générateurs de mousse (au niveau de la soupape de décharge, opération sur le Firedos...). L'exploitant a indiqué à l'inspection que ces points avaient été soulevés avec l'organisme de contrôle et qu'il vérifie, désormais, les rapports de reçus avec les points à contrôler présents dans le contrat.

De plus, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un autre contrôle a été effectué en octobre 2025 et qu'il est en attente du compte rendu.

D'autre part, les autres rapports de vérification (RIA et Extincteurs) ont été vus lors de la visite et n'appellent pas de commentaires de l'inspection.

Par ailleurs, il est à noter que seul le bâtiment F est déclaré conforme selon les règles "APSAD R5" qui garantissent l'état des moyens de lutte des Robinets d'incendie armés (RIA).

L'inspection a constaté que le maillage/nombre de RIA et d'extincteurs présents dans le bâtiment A (zone A4) semble peu nombreux. L'exploitant a indiqué mener une réflexion sur l'ensemble des cellules pour compléter ce maillage le cas échéant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L 'exploitant transmet le dernier compte rendu de l'organisme de contrôle concernant la vérification de l'EAI. L'exploitant transmet l'étude de maillage de RIA/Extincteurs dans le bâtiment A de stockage et, précise, le cas échéant, le référentiel normatif retenu pour le maillage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 8 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de</p>

secours. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un plan d'opération interne (POI). L'exploitant a indiqué à l'inspection que le plan de défense incendie (PDI) est inclus dans le POI.</p> <p>Cependant dans la version J.2 de juillet 2024, l'inspection note (sans être exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence de la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement, - la présence des plans d'implantation des cellules de stockage, <u>mais</u> pas de plan de masse avec les différents murs coupe feu (CF) des cellules, - l'absence de la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique du bâtiment F, - l'absence de la localisation des commandes des équipements de désenfumage. <p>L'exploitant doit compléter son POI sur les attendus du PDI avec tous les éléments manquants visés dans la prescription ci-dessus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter son PDI avec les éléments susvisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p>

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
Constats : L'étude de flux thermiques, en date du 20 mai 2020, transmise pour les bâtiments de stockage de produits finis n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Prescription contrôlée : A. Lorsque l'étude de flux (annexe VIII point 1) met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m ² en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m ² : « - soit un système d'extinction automatique d'incendie ; « - soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II. afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m ² ainsi que des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. Le dépassement des murs REI 120 en toiture peut être remplacé par un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture. L'exploitant vérifie la compatibilité du dispositif mis en place avec le comportement au feu de la structure. Les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. « Cette disposition n'est pas applicable aux cellules frigorifiques à température négative.
Constats : Il a été constaté, au regard de l'étude de flux thermiques transmise (cf. constat n°9), que les flux thermiques modélisés ne sortent pas des limites de propriété.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Prescription contrôlée : Lorsque, après mise en place le cas échéant des mesures indiquées au A, subsistent, en cas d'incendie, des effets thermiques de plus de 8 kW/m ² en dehors des limites de propriété du site

et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre. Il prend, dans les trois années qui suivent l'échéance de remise de l'étude, les mesures permettant que les effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m² soient contenus dans les limites du site ou des zones ne faisant l'objet d'aucune occupation permanente au moyen, si nécessaire, de la diminution et réorganisation des stockages, la mise en place d'un dispositif séparatif EI120, la mise en place d'un dispositif de refroidissement ou de tout autre moyen de fiabilité et d'efficacité équivalentes pour réduire les effets thermiques. « S'il existe, le dispositif de refroidissement, est un dispositif fixe, dont le déclenchement est asservi à la détection automatique d'incendie, et faisant l'objet de tests périodiques renouvelés au moins une fois par mois. » Toutefois, lorsque la zone considérée est incluse dans le périmètre d'installations classées pour la protection de l'environnement et tant qu'un arrêté préfectoral permet de s'assurer de l'absence d'occupation permanente dans la zone, ces dispositions ne sont pas applicables.

Constats :

Les stockages extérieurs sont bien situés à plus de 10 m des installations de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5

Thème(s) : Autre, désenfumage-amenées d'air frais

Prescription contrôlée :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés. Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique. Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m. La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances. **Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule,**

<p>sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur. En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public. Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté, lors de la visite, que la ventilation du bâtiment F semble insuffisante. L'exploitant a précisé qu'une étude est en cours afin de connaître le dimensionnement des amenées d'air frais dans la cellule.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le dimensionnement des amenées d'air frais dans la cellule. Ce dernier pourra utilement s'appuyer sur le guide entrepôt (page 151) pour évaluer la surface des amenées d'air frais.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 13 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/10/2022, article 6.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Q18</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions en vigueur du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p> <p>En vue de prévenir l'inflammation des poussières, tout appareillage électrique susceptible de donner des étincelles tels que moteurs non étanches à balais, rhéostats, fusibles, coupe-circuit, est convenablement protégé et fréquemment nettoyé.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.</p>
<p>Constats :</p>

Le dernier compte rendu du rapport assureur du site, en date du 06 février 2025, indique que des non-conformités récurrentes sont présentes dans le rapport de vérification électriques (Q18) du 30/01/2024.

Le dernier rapport Q18 a été transmis à l'inspection, et date du 13/01/2025. L'organisme de contrôle conclut que l'installation peut entraîner des risques incendie et/ou d'explosion.

L'exploitant a transmis son plan d'action et les actions correctives associées pour solder ces non-conformités (NC) récurrentes. Selon l'exploitant, toutes les actions correctives ont été réalisées.

A cet effet, une facture du 26 mai 2025 a été transmise à l'inspection pour lever ces NC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet le prochain Q18, qui sera réalisé en janvier, 2026 à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois